



# Perspectives professionnelles

BACCALAURÉAT EN RELATIONS INTERNATIONALES ET DROIT INTERNATIONAL

## MISE EN GARDE

Les perspectives sont des prévisions basées sur l'analyse des tendances observées sur le marché du travail. Nous vous invitons à les utiliser avec prudence et à bonifier votre recherche d'information à l'aide d'autres sources crédibles.

Révisé :  
Septembre 2017

## **PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES**

Dans cette section, toutes les données sont extraites des sources disponibles les plus récentes (recherche effectuée en avril 2016 et en juillet 2017).

**FACULTÉ : SCIENCE POLITIQUE ET DROIT**

**PROGRAMME : RELATIONS INTERNATIONALES ET DROIT INTERNATIONAL**

### **INSERTION PROFESSIONNELLE**

- Selon l'enquête « La relance à l'université » du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (2013) auprès des diplômés des programmes d'études plurisectorielles :
  - 73 % occupaient un emploi et 88 % à temps plein.
  - 20 % poursuivaient des études.
  
- Sur les personnes diplômées choisissant de poursuivre leurs études au programme de maîtrise en droit et ayant répondu à l'enquête « La relance à l'université » du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (2013) :
  - 72 % se trouvaient sur le marché du travail (dont 95 % dans un emploi à temps plein).
  - 20 % étaient aux études.
  
- Selon la même enquête, cette fois auprès des diplômés des programmes reliés aux « affaires sur le plan international » :
  - 77 % occupaient un emploi et 97 % à temps plein.
  - 16 % poursuivaient des études.
  
- Le baccalauréat en relations internationales et droit international de l'UQAM offre une formation bidisciplinaire qui permet d'acquérir des compétences de plus en plus demandées sur le marché du travail. En effet, depuis quelques années, le processus couramment appelé « mondialisation » touche presque tous les domaines. De cette façon, un besoin croissant de spécialistes des dimensions politiques et juridiques des relations internationales se fait ressentir.
  
- En fin d'exercice financier 2014-2015, l'effectif de la fonction publique au Québec (59 300 ETC au total) était réparti, outre l'Assemblée nationale, entre 21 ministères et 67 organismes et était présent dans l'ensemble des régions du Québec (Secrétariat du Conseil du trésor, gouvernement du Québec, 2015).

Selon les projections de nouveaux bénéficiaires du Régime de rentes du Québec, les taux de retraite du modèle de demande du Système de projection des professions au Canada (SPPC) du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada (RHDCC) et suivant les domaines de compétence, outre les emplois de gestion, le tiers des personnes occupant un emploi dans le domaine de la finance, des assurances et

de l'administration et dans celui de la transformation, de la fabrication et des services publics auront quitté le marché du travail d'ici peu (Emploi-Québec).

Les perspectives 2012-2021 du marché du travail d'Emploi-Québec révèlent que la croissance de l'emploi du côté des services gouvernementaux sera comparable à la moyenne (0,6 % par année) : 54 000 nouveaux emplois seront créés dans les professions du domaine des sciences sociales, de l'enseignement et de l'administration publique.

- D'après les données de « L'enquête nationale auprès des ménages » sur les agents d'immigration, d'assurance-emploi et du revenu (en moyenne, 7 700 emplois de 2011 à 2013) :
  - 81,2 % travaillaient à temps plein et leur revenu annuel moyen était de 54 200 \$
  - 56 % travaillaient dans l'administration publique fédérale
  - 37,2 % au sein de l'administration publique provinciale
- En outre, Emploi-Avenir Québec prévoit que le nombre de professionnels en sciences humaines et sociales (comprenant les politicologues) augmentera légèrement au cours des prochaines années. Le financement gouvernemental pour la recherche et le développement en sciences sociales et humaines a plus que doublé en termes réels (en tenant compte de l'inflation) entre 1997-1998 et 2012-2013.

Si cette augmentation a profité en 1<sup>er</sup> lieu aux activités de recherche des universités, elle a aussi favorisé l'emploi des professionnels en sciences humaines et sociales. Au cours des prochaines années, l'évolution des pratiques de gestion en matière d'évaluation quantitative des politiques gouvernementales devrait stimuler la demande de travaux de mesures d'impacts sociaux.

Du côté du secteur privé, ces professionnels bénéficieront de la législation et de la sensibilisation accrue du public sur les impacts environnementaux, économiques, sociaux et culturels des grands projets industriels et gouvernementaux (Emploi-Avenir Québec, 2015).

- Par ailleurs, au cours des dernières années, le nombre de travailleurs des services communautaires et sociaux a augmenté très fortement. Ceci s'explique par la forte augmentation de l'éventail et de l'intensité des besoins de services sociaux et par la prise en charge d'une partie croissante de ces besoins par des organismes communautaires. Étant donné que le réseau communautaire est maintenant bien établi, Emploi Avenir-Québec prévoit que le nombre de travailleurs des services communautaires et sociaux augmentera fortement au cours des prochaines années.
- De nombreux travailleurs des services communautaires et sociaux commencent leur carrière dans des organismes communautaires, pour la poursuivre après quelques années dans les secteurs publics et parapublics. Le nombre de personnes affectées à la prestation de services sociaux dans les établissements publics et parapublics a augmenté, entre autres, en raison des investissements importants du gouvernement provincial dans les entreprises de l'économie sociale, souvent spécialisées dans les services auprès de populations précises (Emploi-Avenir Québec).

## **SECTEURS D'ACTIVITÉS**

- Agence de développement
- Associations
- Groupes d'intérêt public
- Entreprises de transport international
- Enseignement collégial ou universitaire
- Fonction publique (fédérale ou provinciale, par exemple au sein des ambassades, consulats, délégations, hauts-commissariats, bureaux commerciaux, maisons du Canada à l'étranger)
- Maisons d'édition et éditeurs de journaux, de périodiques et de revues
- Organisations internationales, de coopération internationale, organisations non gouvernementales et organismes à but non lucratif (ONU, OCDE, UNESCO, UNICEF, OMS, OIT, Amnistie internationale, etc.)
- Radiodiffuseurs et télédiffuseurs
- Sociétés d'État
- Sociétés d'aide au développement des collectivités
- Diplomatie
- Sociétés-conseils
- Firmes de communication
- Maisons de sondage

## **PROFESSIONS LIÉES AU DOMAINE**

- Administratrice, administrateur des services régionaux
- Adjointe, adjoint consulaire
- Agente, agent mobile PM
- Agente, agent des affaires intergouvernementales
- Agente, agent des politiques
- Agente, agent de la gestion et des affaires consulaires
- Agente, agent de citoyenneté
- Agente, agent d'immigration
- Agente, agent de migration
- Agente, agent de développement
- Agente, agent commercial
- Agent d'information ou de recherche
- Agente, agent d'information
- Agente, agent de recherche
- Agente, agent du service extérieur
- Agente, agent de programmes
- Analyste (mondialisation, politiques d'immigration, développement international, etc.)
- Attachée, attaché politique
- Chef de projets
- Conseillère, conseiller aux affaires étrangères
- Conseillère, conseiller en commerce international
- Conseillère, conseiller en sécurité civile
- Coopérante, coopérant
- Coordinatrice, coordonnateur de projets
- Directrice, directeur de programme international – coopératives
- Experte-conseil, expert-conseil (mobilité de la main-d'œuvre, droits du public, etc.)
- Chroniqueuse, chroniqueur, chercheur aux affaires internationales
- Lobbyiste (par exemple aux affaires autochtones, à la condition féminine, etc.)
- Représentante, représentant de commerce international, importations internationales
- Responsable de projets de coopération internationale
- Spécialiste des dimensions politiques et juridiques des relations internationales

Le personnel des missions canadiennes se divise en 2 catégories : les personnes employées au Canada (diplomates) et celles recrutées et employées sur place. Les diplomates canadiens sont recrutés par le gouvernement fédéral; il s'agit d'agents permutants qui ont le statut diplomatique lors d'affectations à l'étranger.

## **EXEMPLES DE TÂCHES SPÉCIFIQUES**

### **Agente, agent du développement international**

Faire progresser des projets et des programmes associés au développement international et à l'aide humanitaire, ainsi que des programmes internationaux touchant la sécurité, les droits de la personne ou les situations de conflits. Cela inclut des questions relatives à des politiques et programmes stratégiques, thématiques, multilatéraux ou bilatéraux.

Source : Affaires mondiales Canada

### **Agente, agent de projets d'aide et de développement internationaux**

Planifier, organiser et administrer les politiques et les programmes d'aide à l'étranger et de développement international.

Source : Emploi-Québec

### **Directrice, directeur des services sociaux, communautaires et correctionnels**

- Planifier, organiser, diriger, contrôler et évaluer l'exécution de programmes de services sociaux et communautaires tels que les services d'abris en cas d'urgence.
- Gérer le fonctionnement et les activités des centres sociaux et communautaires, d'installations correctionnelles et des centres de détention.
- Administrer les programmes d'organismes non gouvernementaux engagés dans des questions d'ordre social telles que les droits de la personne, le développement international et la protection de l'environnement.
- Administrer les programmes des organismes dotés d'une affiliation tels que les partis politiques, les organisations syndicales et les associations de gens d'affaires et de professionnels.
- Établir des procédures administratives pour satisfaire aux objectifs du conseil d'administration ou de la haute direction.
- Diriger et conseiller les spécialistes et le personnel responsable d'exécuter des programmes de services sociaux et communautaires à l'intention du public, des organismes et des associations gérées par leurs membres.
- Planifier, administrer et contrôler les budgets affectés aux programmes, au matériel et aux services de soutien.
- Représenter l'organisation dans les communications avec le gouvernement et les médias.
- Participer à l'élaboration de politiques, rédiger des rapports et des documents d'information pour des comités de gestion et des groupes de travail.
- Veiller à l'embauche et à la formation des spécialistes et des autres employés.

Source : Emploi-Québec

## **CARACTÉRISTIQUES DU PROGRAMME FAVORISANT L'INSERTION PROFESSIONNELLE**

- L'UQAM est la seule université au Québec à offrir un baccalauréat spécialisé intégrant les relations internationales, le droit international et les langues. Ce programme répond à un besoin croissant de spécialistes capables de décoder les structures et le fonctionnement des autres sociétés, dans un contexte de mondialisation.
- Un stage à l'étranger peut être réalisé par les étudiants (dans les ambassades du Canada ou dans différentes organisations internationales, publiques ou privées) ou au Canada (dans des organismes ou ministères).
- Il est possible de réaliser jusqu'à une année de scolarité à l'étranger (à l'Institut d'études politiques de Paris, par exemple). En plus de favoriser le développement personnel et l'enrichissement des connaissances, ceci offre l'occasion de rencontrer d'éventuels employeurs.
- Une personne responsable des stages internationaux et de la mobilité étudiante accompagne les étudiants du programme dans la planification de leur séjour à l'étranger (lieu du stage et financement). La direction du programme est à la disposition des étudiants pour les conseiller dans leur parcours et leur choix de cours, de stages ou de séjours d'étude à l'étranger.
- Chaque année, la délégation de l'UQAM se démarque à la Simulation des Nations Unies de New York. Elle est montée sur la plus haute marche du podium à plusieurs reprises au cours des dernières années.
- Le programme ne mène pas à la profession d'avocat; cependant, la personne diplômée qui souhaite entreprendre un baccalauréat en droit permettant d'accéder à la profession d'avocat pourra bénéficier de certaines équivalences.
- Les étudiants ont accès à des postes d'auxiliaires de recherche, notamment au Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM), au Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CEDIM), au Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES) ou au Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC).
- La Clinique internationale de défense des droits humains (CIDDHU) offre de l'enseignement clinique et permet aux étudiants de s'impliquer directement dans de réels dossiers de défense des droits humains, en collaboration avec des organisations partenaires réparties aux 4 coins du globe. La participation à la CIDDHU est réservée aux étudiants du baccalauréat en relations internationales et droit international (BRIDI), ainsi qu'à ceux du baccalauréat et de la maîtrise en droit de l'UQAM.

Depuis sa création, la CIDDHU a su développer une solide expertise en matière de litige et de plaidoyer international dans tous les domaines des de la personne, dont les droits des migrants, des femmes, la protection contre la violence sexuelle, les droits relatifs aux peuples autochtones, la lutte contre la torture et la protection des ressources naturelles. La CIDDHU de l'UQAM est une activité créditée sous les sigles FPD5010 et FPD5011 (Clinique de droit international des droits de la personne – 3 crédits).

- Le Centre de développement professionnel (CDP, Faculté de science politique et de droit de l'UQAM) est le lieu de rencontre entre le milieu professionnel et l'Université. Il a pour mandat d'accompagner les étudiants dans leur cheminement de carrière. Chaque année, le CDP élabore un programme d'activités diverses qui comporte notamment des conférences, des ateliers pratiques, des visites de milieux de travail ou d'organismes et des activités de réseautage.

## PERSPECTIVES SALARIALES

Selon l'étude « Le marché du travail et de l'emploi au Québec – Perspectives d'emploi par profession 2013-2017 » et le site Information sur le marché du travail (IMT) d'Emploi-Québec, le revenu annuel des professions suivantes liées au baccalauréat en relations internationales et droit international s'établissait ainsi :

Profession	Emplois estimés <sup>1</sup>	Revenu annuel <sup>2</sup>	Perspectives
Recherchiste, experte-conseil, expert-conseil et agente, agent de programmes en politiques sociales	8 000	58 000 \$	Acceptables
Agente, agent d'assurance-emploi, d'immigration, de services frontaliers et du revenu	8 000	52 000 \$	Acceptables
Autre professionnelle, professionnel en sciences sociales (comprend les politicologues)	2 000	61 000 \$	Non publiées
Autre gestionnaire de la fonction publique	2 000	86 000 \$	Non publiées
Directrice, directeur des services sociaux, communautaires et correctionnels	6 000	57 000 \$	Favorables
Enseignante, enseignant au niveau collégial <sup>3</sup> et autre instructrice, instructeur de programmes de perfectionnement	37 000	63 000 \$	Favorables
Professeure, professeur et chargée, chargé de cours au niveau universitaire <sup>4</sup>	15 000	100 000 \$	Favorables

1. Nombre d'emplois estimés en 2012

2. Revenu annuel moyen d'emploi à temps plein en 2010

3. Forte demande dans ce secteur : un diplôme de 2<sup>e</sup> cycle est souvent exigé.

4. Des études de 3<sup>e</sup> cycle sont exigées.

Selon REPÈRES, le salaire annuel minimum et maximum moyen des professions suivantes liées au baccalauréat en relations internationales et droit international s'établissait ainsi :

Profession	Salaire minimum moyen	Salaire maximum moyen	En date de
Agente, agent de l'immigration	38 000 \$ à 42 999 \$	65 000 \$ à 74 999 \$	2016

Chroniqueuse, chroniqueur	28 000 \$ à 32 999 \$	85 000 \$ à 99 999 \$	2016
Politologue	33 000 \$ à 37 999 \$	85 000 \$ à 99 999 \$	2016

Note : Le taux horaire est généralement moins élevé en début de carrière.

Selon les données du site IMT d'Emploi-Québec, le salaire horaire moyen (2014-2016) des autres professionnels en sciences sociales (incluant les politologues) s'établissait ainsi :

<b>Minimum</b> <sup>1</sup>	17,38 \$
<b>Médian</b> <sup>2</sup>	25 \$
<b>Maximum</b> <sup>3</sup>	48,08 \$

1. Le salaire minimum correspond au 1<sup>er</sup> décile. Cette valeur est un bon indice des salaires d'entrée sur le marché du travail.
2. Valeur qui divise en 2 parties égales la population en emploi, c'est-à-dire que la moitié a un salaire inférieur au salaire horaire médian et l'autre moitié, un salaire supérieur.
3. Valeur qui sépare les 90 % des personnes en emploi dont les salaires horaires sont les plus faibles des 10 % des personnes en emploi dont les salaires horaires sont les plus élevés. Cette valeur est un bon indice des salaires les plus élevés dans la profession.

## ATOUTS RECHERCHÉS PAR LES EMPLOYEURS

- Un diplôme d'études de 2<sup>e</sup> cycle est souvent exigé pour accéder à des postes dans la fonction publique ou en tant que diplomate (Emploi-Avenir Québec). Certains diplômés opteront pour une formation spécialisée (maîtrise en science politique ou en droit, par exemple).
- Une maîtrise dans le domaine des sciences sociales, dans une discipline connexe ou en administration des affaires peut être exigée des recherchistes, experts-conseils et agents de programmes en politiques sociales.
- Selon Emploi-Québec, pour exercer la profession de gestionnaire de la fonction publique, plusieurs années d'expérience en élaboration de politiques gouvernementales, en recherche ou en administration de programmes, ou dans une profession liée aux sciences sociales, au droit ou à l'administration des affaires sont habituellement exigées.
- Pour exercer la profession de gestionnaire de la fonction publique (analyse économique, élaboration de politiques et administration de programmes), une maîtrise en économie ou dans un domaine connexe peut être exigée. De plus, plusieurs années d'expérience en tant qu'économistes, agents de développement économique ou recherchistes en socioéconomie sont exigées (Emploi-Québec).
- Concernant la profession de politologue, bien que le diplôme de baccalauréat permette d'accéder au marché du travail, l'obtention d'une maîtrise est préférable. Le bilinguisme est nécessaire pour exercer cette profession (REPÈRES).
- La maîtrise peut être exigée pour enseigner au cégep. De plus, le doctorat est exigé pour enseigner à l'université.



- Une maîtrise en sciences sociales ou dans une discipline de l'administration et plusieurs années d'expérience dans des postes connexes tels que travailleurs de services sociaux et communautaires, chercheurs des politiques sociales, conseillers ou agents de programme, de probation ou de libération conditionnelle, sont habituellement exigées des directeurs des services sociaux, communautaires et correctionnels.
- Les consultants en immigration qui sont certifiés doivent être membres de la Société canadienne de consultants en immigration (Emploi-Québec).

## SOURCES ET LIENS UTILES

- [Affaires mondiales Canada](#)
  - [Carrières](#)
  - [Une journée dans la vie d'un agent de développement international](#)
  - [Trouver un emploi en développement international](#)
- [Association canadienne pour les Nations Unies](#)
- [Conseil des communes et régions d'Europe](#)
- [Bénévolat d'affaires](#)
- [Bureau de la concurrence](#)
- [BRIDI : un programme pour étudiants allumés](#)
- [Centre de développement professionnel](#), Faculté de science politique et de droit de l'UQAM
- [Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM](#)
- [Conseil de réglementation des consultants en immigration du Canada](#)
- CSMO-ESAC :
  - [Animatrice à la mobilisation et chargée de projets](#)
  - [Agente de migration](#)
  - [Conseillère stratégique au développement](#)
  - [Conseiller principal en économie sociale](#)
- [Emploi-Avenir Québec](#)
- [Emploi-Québec](#) :
  - [Information sur le marché du travail \(IMT\)](#)
  - [Les chiffres clés de l'emploi au Québec, édition 2015](#)
  - [Le marché du travail au Québec – Perspectives d'emploi par profession 2013-2017](#)
  - [Le marché du travail et de l'emploi par industrie au Québec – Perspective à moyen \(2013-2017\) et long terme \(2013-2022\)](#)
  - [Le marché du travail au Québec – Perspectives à long terme 2012-2021](#)
- [Fédération des cégeps](#)
- [GOUVERNEMENT DU CANADA](#). « [Recrutement de leaders en politique](#) ».
- [GRIP-UQAM](#)
- [Institut d'études internationales de Montréal \(IEIM\)](#)
- [Jurisconseil](#)
- [Organisation des Nations Unies \(ONU\)](#)
- [LANGLOIS, Jacques](#). *Le guide 2012-2013 des professions*, Saint-Laurent, Éditions du Renouveau pédagogique, 2011, 351 p.

- [L'espace international du Québec](#)
- [Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec](#)
- [Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur](#). « [Enquêtes Relance](#) ».
- [Ministère de la Justice du Québec](#)
- [Parlement français](#)
- [United Kingdom Parliament](#)
- [U.S. Congress](#)
- [PUISSANCE ONZE](#). « [Conseiller en conformité réglementaire](#) ».
- [REPÈRES](#), l'outil officiel en information scolaire et professionnelle
- [Réseau de l'action bénévole du Québec](#) (implication bénévole et répertoire d'organismes)
- [Secrétariat du Conseil du trésor du Québec](#)
- [Service de planification académique et de recherche institutionnelle \(SPARI\)](#), « [Enquête auprès des diplômés de l'UQAM](#) », données internes, 2015.
- [Société québécoise de science politique](#)